

Notre pétition

Chèr·e·s Ministres,

Pendant que les publics précarisés et les classes moyennes s'appauvrissent, les plus fortunés et les actionnaires s'enrichissent ! Pendant que les taxes injustes sur la consommation augmentent, l'impôt sur les patrimoines, les entreprises et les multinationales diminue. Pendant que les citoyen·ne·s paient les multiples crises (sanitaire, économique, écologique, etc.) à travers des mesures qui passent sous silence les inégalités sociales et de genre, des milliards d'euros sont perdus dans l'évasion fiscale !

Vous trouvez ça normal ? Ça ne l'est pas !

Aujourd'hui, cette injustice ne peut plus durer. L'Etat belge doit questionner ses pratiques. Le **capitalisme sauvage** est un choix politique et non une fatalité. La **justice fiscale** n'est pas une utopie mais une **solution juste, humaine et durable**. Elle se doit d'être :

- **Équitable** : Qui permet de taxer justement les particuliers et les entreprises en fonction de leurs revenus et de leurs réalités et à l'endroit où elles ont une activité économique réelle ;
- **Féministe** : Qui tient compte des inégalités de genre et qui renforce l'égalité entre les femmes et les hommes via des mesures concrètes (ex : genderbudgeting) ;
- **Harmonisée** : Qui offre, à l'échelle internationale, un cadre propice à la lutte contre les injustices fiscales au travers d'une approche globale.

Pour y arriver, nous demandons au gouvernement fédéral :

1) **D'instaurer un impôt sur les grandes fortunes ;**

2) **De globaliser les revenus** (en y incluant le patrimoine mobilier et immobilier) pour ensuite **réévaluer le caractère progressif de l'impôt ;**

3) **De transposer au droit belge la directive européenne sur la déclaration d'informations fiscales pays-par-pays** (Country-by-Country Report ou CbCR) ainsi que **l'accord international sur la taxation des multinationales négocié au niveau de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) afin de lutter contre l'évasion fiscale.**

Ce projet de société peut permettre, à terme, de lutter contre la pauvreté et les inégalités à travers le financement de mesures sociales et féministes fortes telles que :

- **L'augmentation des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté et la suppression du statut cohabitant ;**
- **L'augmentation du montant des pensions** allouées ;
- **La réduction collective du temps de travail** sans perte de salaire et avec embauche compensatoire ;
- **L'augmentation salariale des métiers indispensables et pourtant sous-valorisés** (secteur du nettoyage, de la culture, des soins,...) ;
- **Une meilleure offre en services publics**, basée sur l'accessibilité et la qualité.

Une large réforme fiscale se prépare en Belgique, tel que le prévoit l'accord du gouvernement Vivaldi. Cette pétition est un appel à prendre, dès aujourd'hui, la bonne direction, dans l'intérêt de toutes et tous.



Pourquoi signer la pétition ?

1. Pour, ensemble, dire non, à la précarisation des publics déjà fragilisés !
2. Pour, ensemble, défendre une société solidaire, équitable et féministe !
3. Pour, ensemble, soutenir des services publics forts et de qualité !
4. Pour, ensemble, interpeller le gouvernement fédéral belge sur la question de la justice fiscale !

Nom et prénom	Mail	Signature	J'ai plus de 16 ans	Je veux être informé-e des suites de la pétition

Contact : Florence.vierendeel@solidaris.be et Elise.voillot@solidaris.be

Ontdek de campagne: www.justicefiscale.be

Prénom et nom	Mail	Signature	J'ai plus de 16 ans	Je souhaite être informé-e des suites de la pétition

Contact : Florence.vierendeel@solidaris.be et Elise.voillot@solidaris.be

Découvrir la campagne : www.justicefiscale.be